

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE
75014 PARIS — FRANCE
TÉL. 320.36.20.
C.C.P. 1248-74 N PARIS

D 631 URUGUAY: RENAISSANCE DE L'OPPOSITION

Depuis le 27 juin 1973, date du coup d'Etat ayant permis aux militaires de prendre le contrôle du pays derrière un gouvernement civil, l'Uruguay est entré dans une ère de récession politique de première grandeur. Ce pays a le triste privilège de détenir le premier rang de la répression politique en Amérique latine (cf. DIAL D 383 et 542).

Le 19 avril 1980, à Mexico, naissait le groupe "Convergence démocratique uruguayenne", amorce d'un front élargi d'opposition. On lira ci-dessous sa déclaration constitutive.

Cette renaissance de l'opposition en Uruguay coïncide avec la libéralisation politique du Brésil (cf. DIAL D 572) et avec la réorganisation de l'opposition au Paraguay (cf. DIAL D 549).

Note DIAL

Déclaration constitutive de
"Convergence démocratique uruguayenne"

L'Uruguay a vécu des décennies durant dans une tradition démocratique qui, malgré ses imperfections, et par comparaison, a été exemplaire en Amérique latine: sa Constitution et sa pratique quotidienne ont garanti les droits fondamentaux de la personne et favorisé un style de vie collective faisant de la République uruguayenne un cas unique dans le concert des Etats latino-américains.

Le 27 juin 1973, au terme d'un processus enclenché dans les années immédiatement antérieures, une dictature militaire de type totalitaire s'est instaurée dans le pays; elle se solde par l'étouffement de toutes les valeurs de liberté qui avaient jusqu'alors caractérisé la vie nationale, et par la mise en place d'un système de contrôle draconien et autoritaire de la vie politique, sociale, syndicale, culturelle, religieuse et même familiale, sans comparaison aucune en l'occurrence avec les autres dictatures militaires latino-américaines.

Un appareil répressif d'une rigueur implacable se traduit en arrestations, tortures et interdictions de tous ordres, en même temps que, suite à la suppression des garanties concernant la liberté, la dignité et l'existence même de l'homme, se multiplient les disparitions, incarcérations et même assassinats; c'est le fait d'une justice militaire qui, se substituant à un pouvoir judiciaire indépendant, confond les valeurs de l'ordre avec celles de la vengeance, et aboutit à la suppression de toute forme de dissidence en s'efforçant de conférer une apparence de légitimité à une entreprise de persécution politique.

La politique économique d'un tel système suppose l'appauvrissement de l'immense majorité de la population du pays, au bénéfice du capital spéculatif et de ses alliés de la haute hiérarchie militaire, lesquels profitent ainsi de la misère du plus grand nombre et prospèrent à son détriment, ce qu'ils appellent par euphémisme "le coût social" de la transformation opérée.

Tous ces faits sont à l'origine d'une émigration sans précédent au plan qualitatif et quantitatif, si on la compare avec la réalité démographique du pays et avec la population active de la nation.

La communauté internationale a, progressivement mais inexorablement, pris connaissance de la situation uruguayenne. Son opinion conséquente s'est traduite en de multiples déclarations d'organismes internationaux, mondiaux et régionaux, ainsi que de gouvernements et d'institutions diverses, toutes déclarations condamnant le régime uruguayen.

Dans ce contexte, la dictature uruguayenne a élaboré un plan politique ayant pour objectif d'institutionnaliser le régime et de justifier ainsi, face au concert international, ses structures caricaturales, ses excès et ses crimes.

Tous les secteurs politiques et sociaux de la vie uruguayenne se sont manifestés contre les monstruosité du régime, en dépit des conditions d'oppression et d'étouffement dans lesquelles les excès du système ont permis que cela se produisît.

La résistance populaire en Uruguay grandit de jour en jour. Les manifestations se multiplient à tous les niveaux; c'est là un appel à l'unité nationale permettant de franchir les prochaines étapes d'un processus démographique authentique, ainsi que l'ont exprimé divers secteurs politiques du pays.

Wilson Ferreira Aldunate, leader du Parti national, a récemment déclaré: "Dans la mesure où aucun secteur organisé de la vie publique n'est prêt à défendre le gouvernement, il existe donc un accord implicite entre tous les uruguayens en vertu duquel le complot contre ce régime est une entreprise patriotique"; "Il serait naturellement préférable, au-delà de ce grand accord national que les uruguayens ont déjà obtenu, d'avoir un autre accord qui institutionnaliserait les choses au niveau des forces politiques et coordonnerait effectivement l'action concrète pour toutes et chacune d'elles". Le général Líber Seregni, président du Front élargi, a pour sa part déclaré: "Pour la création du nécessaire mouvement unitaire national de l'opposition, il faut agir horizontalement à tous les niveaux des partis traditionnels, c'est-à-dire les dirigeants et les membres. Et cela, sans paternalisme, sans positions doctrinales, en sachant que le premier objectif à atteindre doit être commun, national, compris et accepté par tous. Ce qui suppose avancer des idées susceptibles d'être partagées".

José Batlle y Ordoñez, figure historique principale du Parti colorado a déclaré au début du siècle: "Toute loi constitutionnelle doit être faite par le peuple, ou du moins directement sous sa vigilance"; "Seules les tyrannies s'éloignent du peuple, et seul un peuple tyrannisé peut renoncer à la faculté d'exprimer sa volonté par les procédures politiques autorisées". Ces concepts sont redevenus actuels, avec leur reproduction récente par le journal "El Día" de Montevideo, le grand porte-parole du Parti colorado batlliste.

En vue de la concrétisation de ces efforts unitaires et démocratiques, un groupe de citoyens s'est formé pour exprimer le sentiment de convergence qui prend aujourd'hui corps dans la vie politique du pays. Il est composé de personnes appartenant à divers courants démocratiques, politiques, sociaux et religieux d'Uruguay, lesquelles, sans représenter officiellement leurs organisations et tendances, ne font qu'exprimer le sentiment de la grande majorité de la nation.

L'objectif fondamental de Convergence est de contribuer au rétablissement de la démocratie uruguayenne en apportant sa collaboration à l'élaboration et à la mise au point d'un projet politique valable, en alternative au "chronogramme" officiel que la dictature entend institutionnaliser.

C'est pourquoi le Groupe de convergence démocratique:

- donne son soutien aux efforts de coordination des courants politiques en collaborant au combat pour la démocratie en Uruguay;
- entreprend d'entrer en relation avec tous les gouvernements, organisations et forces démocratiques dans le monde qui se déclarent solidaires des efforts du peuple uruguayen pour retrouver sa liberté.

En Amérique latine, le 19 avril 1980

Juan Raúl Ferreira, Justino Zavala Carvalho,
Carlos Martínez Moreno, José Korzeniak, Atilio Scarpa,
Luis Echave, Diego Achard, Juan P. Eyherachar.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 185 F - Etranger 215 F par voie normale
(par avion, tarif sur demande selon pays)
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie STEP
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441